



Regions4
Biodiversity
Learning Platform



Regions4 SDGs
Communities of
Practice

La nature au centre : Les régions ouvrent la voie à une gouvernance multiniveau dans les agendas globaux des Nations unies

Participation aux processus de mise à jour et de révision des NBSAP, des CDN/PAN et des VNR



Une session d'apprentissage exclusive pour la Plateforme d'apprentissage sur la biodiversité de Regions4, et les Communautés de Pratiques RegionsAdapt et Regions4SDGs

La nature au centre : Les régions ouvrent la voie à une gouvernance multiniveau dans les agendas globaux des Nations unies

Participation aux processus de mise à jour et de révision des NBSAP, des CDN/PAN et des VNR

Introduction

La session intitulée « La nature au centre : Les régions ouvrent la voie à une gouvernance multiniveau dans les agendas globaux des Nations unies » a eu lieu le 7 mai 2024, et a été organisée conjointement par les communautés de pratique R4BLP, RegionsAdapt, et Regions4SDGs.

La session a comporté des présentations par des experts invités : Felix Dodds, modérateur, et Mauricio Luna NAP Global Network. En outre, des représentants des membres de Regions4, notamment l'État de Rio de Janeiro, la province de Gauteng, le Pays basque, l'île d'Aaland et CONGOPE, ont présenté leur contribution aux processus des plans d'adaptation nationaux (PAN) et des contributions déterminées au niveau national (CDN), à la mise à jour et à la révision des stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la biodiversité (NBSAP en anglais) et aux examens nationaux volontaires (VNR en anglais).



L'Équateur, l'un des pays mégadivers du monde, abrite près de la moitié des 330 espèces de colibris connues dans le monde. Malgré leur petite taille, ces oiseaux sont fondamentaux pour la biodiversité en raison de leur rôle de pollinisateurs. Les colibris équatoriens peuvent être trouvés du niveau de la mer jusqu'aux plus hauts sommets ; la province de Chimborazo possède les concentrations les plus importantes.

MESSAGES-CLÉS

- **La gouvernance multiniveau** comprend une répartition verticale du pouvoir entre les différents niveaux de gouvernement et ainsi qu'horizontale entre les différents acteurs, notamment les gouvernements, la société civile et les entreprises. L'intégration verticale met l'accent sur les liens stratégiques entre la gouvernance nationale et infranationale afin d'améliorer la planification, la mise en œuvre et le suivi d'initiatives telles que les agendas mondiaux. D'autre part, l'intégration horizontale souligne l'importance de processus de consultation efficaces, d'une action coordonnée et de l'engagement des parties prenantes à tous les stades du processus politique.
- **Les facteurs clés de l'intégration verticale** qui se sont avérés essentiels dans la phase de mise en œuvre des plans d'adaptation et qui peuvent être utiles pour traduire les stratégies en actions sont le leadership et l'engagement politique à haut niveau, les dispositions institutionnelles qui permettent aux acteurs à tous les niveaux d'agir de manière harmonisée, l'engagement des parties prenantes, en particulier avec les communautés locales et les peuples autochtones, la communication des données, le renforcement des compétences et des capacités, et le soutien financier.
- **Les gouvernements régionaux jouent un rôle unique en tant que passerelles dans la gouvernance à plusieurs niveaux**, en facilitant l'élaboration de stratégies par les Gouvernements Locaux et Autorités Municipales. Les dirigeants régionaux et infranationaux peuvent jouer un rôle dans l'alignement de ces stratégies sur les instruments politiques nationaux et, en fin de compte, sur les objectifs mondiaux et nationaux.
- **L'adoption d'outils et de technologies innovants**, comme l'initiative Green Eye de Rio de Janeiro, est essentielle pour faire progresser les efforts en matière de biodiversité, de climat et de développement durable. En s'appuyant sur des solutions de pointe, les gouvernements peuvent améliorer les processus de suivi, de prise de décision et de mise en œuvre, ce qui permet d'obtenir des résultats plus probants.

Contexte

La gouvernance à multinationaux s'est imposée comme un élément clé de l'agenda mondial pour relever les défis environnementaux les plus pressants. Les deux prochaines années constituent un moment charnière, offrant aux gouvernements infranationaux et régionaux une occasion unique de façonner les processus nationaux et de conduire des changements significatifs à l'échelle mondiale. En rassemblant les communautés de pratique RegionsAdapt et Regions4SDGs ainsi que la plateforme d'apprentissage sur la biodiversité R4BLP, cette session d'apprentissage cherche à explorer le rôle que peuvent y jouer les gouvernements régionaux.

Au niveau mondial, la biodiversité, le climat et les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont des agendas qui partagent des objectifs visant à renforcer la résilience, à développer la capacité d'adaptation et à réduire la vulnérabilité au changement climatique et à la crise de la biodiversité, en plaçant le développement humain sur une voie plus durable.

La dynamique créée lors de la 15e réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB COP15) (Montréal, décembre 2022) a déclenché un mouvement qui place la nature au premier plan des discussions dans le cadre de la CCNUCC, en encourageant une approche harmonisée entre les différentes conventions de l'ONU. La sixième réunion de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-6) s'est notamment concentrée sur le thème des actions multilatérales efficaces, inclusives et durables pour lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution. L'inclusion d'une "Journée des accords multilatéraux sur l'environnement" souligne la reconnaissance croissante de l'interconnexion des questions environnementales. Les exemples infranationaux présentés lors de la session d'apprentissage ont mis en évidence l'efficacité de la promotion des synergies et de l'adoption d'une approche coordonnée, amplifiant l'impact des actions en faveur du climat, de la nature et du développement.

Lors de la prochaine COP16 de la CDB, les nations sont mandatées pour partager leurs stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité (NBSAPs en anglais) conformément au Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal en intégrant, dans la mesure du possible et selon qu'il convient, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les plans, programmes et politiques sectoriels ou intersectoriels pertinents. Parallèlement, les gouvernements révisent leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de la CCNUCC, les mises à jour étant attendues pour la

COP30 Climat qui se tiendra au Brésil en novembre 2025. En outre, trente pays devraient présenter leurs examens nationaux volontaires lors du Forum Politique de Haut Niveau (HLPF en anglais) en juillet, offrant ainsi un aperçu des progrès accomplis dans la réalisation des principaux ODD, y compris l'objectif 13 relatif à l'action climatique.

Ces étapes offrent l'occasion d'aligner les efforts et de souligner le rôle essentiel des gouvernements infranationaux et régionaux dans la promotion de la biodiversité et des solutions fondées sur la nature en tant que composantes intégrales des stratégies holistiques de développement environnemental et humain. La collaboration entre les ministères et les niveaux de gouvernement est impérative pour une coordination efficace, les gouvernements infranationaux jouant un rôle crucial de relais entre les différents niveaux de gouvernement et les parties prenantes.

En explorant divers exemples d'alignement entre différents agendas, cette session met en évidence le rôle central des gouvernements infranationaux en tant que facilitateurs de la collaboration et moteurs de changements transformateurs sur la scène environnementale mondiale.



Le lion tamarin doré (Leontopithecus rosalia) est l'une des espèces de primates protégées au Centre de Primatologie de Rio de Janeiro. Les primates qui vivent au Centre forment une banque génétique qui soutient des colonies de primates brésiliens, contribuant à de nombreux programmes de conservation dans le pays.

Expert invité

Leçons tirées du processus des Plan Nationaux d'Adaptation (PAN), expert invité Mauricio Luna, NAP Global Network

La présentation a donné un aperçu de la gouvernance à plusieurs niveaux dans le cadre des agendas mondiaux, en s'appuyant sur les expériences du processus d'élaboration des plans nationaux d'adaptation (PNA).

La gouvernance multiniveau implique la répartition du pouvoir verticalement entre les différents niveaux de gouvernement et horizontalement entre les différents acteurs, y compris les gouvernements, la société civile et les entreprises. L'intégration verticale, en particulier dans les processus d'adaptation, met l'accent sur les liens stratégiques entre la gouvernance nationale et infranationale afin d'améliorer la planification, la mise en œuvre et le suivi d'initiatives telles que l'adaptation au changement climatique.

Cette approche permet non seulement d'améliorer les efforts d'adaptation, mais peut également être appliquée à d'autres domaines tels que la conservation de la biodiversité et la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). En alignant les actions locales sur les objectifs infranationaux et nationaux, qui à leur tour ont un impact sur les objectifs mondiaux tels que les contributions déterminées au niveau national (CDN) pour le Climat et les examens nationaux volontaires (ENV) pour les ODD, l'intégration verticale devient une stratégie essentielle pour relever les défis mondiaux complexes.

Les principaux points d'entrée pour renforcer l'intégration verticale comprennent l'implication de divers acteurs dans la planification, l'intégration des priorités en matière d'adaptation dans les stratégies de développement et les budgets, et la mise en place de solides systèmes de suivi et d'évaluation.

Des facteurs clés tels qu'un leadership politique de haut niveau, des dispositions institutionnelles, l'engagement des parties prenantes, la communication et disponibilités des données, le renforcement des compétences et des capacités, et le soutien financier ont été soulignés comme étant essentiels à une mise en œuvre efficace.

En résumé, la présentation souligne l'importance de la gouvernance à plusieurs niveaux pour relever les défis mondiaux et tirer parti de la nature, notamment grâce à des approches fondées sur les écosystèmes, en vue d'un

développement durable. La collaboration entre les différents niveaux et secteurs est essentielle pour s'attaquer efficacement à des questions complexes à l'échelle mondiale.



Le réseau des PAN se concentre sur trois piliers : soutenir les pays dans les processus d'adaptation, faciliter l'échange d'apprentissage Sud-Sud et produire des connaissances. Découvrez leur dernière publication [ici](#).

Enabling factors

	<p>Leadership</p>	<p>Involve high-level political leadership and "champions" who are committed to supporting coordinated adaptation across levels</p>
	<p>Institutional arrangements</p>	<p>Strengthen existing and new coordination mechanisms between national and sub-national governance levels</p>
	<p>Engagement</p>	<p>Involve diverse actors at all governance levels, including sub-national governments, CSOs, businesses, academia, media, and local communities</p>
	<p>Data, knowledge, and communications</p>	<p>Facilitate continuous, two-way information sharing between national and sub-national actors</p>
	<p>Skills and capacities</p>	<p>Enhance climate-related and context-specific institutional and human competencies at sub-national levels</p>
	<p>Financing</p>	<p>Incorporate climate-resilience considerations into finance allocation processes, such as government budgeting across levels</p>

Expériences partagées des gouvernements régionaux

Rio de Janeiro - Intégration des stratégies et plans d'action nationaux, infranationaux et locaux en matière de biodiversité

En 2023, le Ministère de l'environnement et du changement climatique, en partenariat avec l'[ABEMA](#) et l'Association nationale des municipalités et de l'environnement du Brésil, a commencé à faciliter le processus d'intégration et d'harmonisation de la stratégie pour la biodiversité aux niveaux national, infranational et local. Le gouvernement fédéral a lancé une consultation publique afin de recueillir des informations sur la mise à jour de la stratégie et du plan d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP) et a organisé des réunions avec les gouvernements infranationaux par l'intermédiaire de l'ABEMA. Cet effort de collaboration visait à aider les gouvernements des États, y compris Rio de Janeiro, à formuler leurs stratégies et plans d'action en matière de biodiversité sur la base d'une feuille de route méthodologique élaborée en partenariat étroit avec le gouvernement fédéral afin de garantir la cohérence et l'intégration. L'objectif de Rio de Janeiro est de finaliser la première version de sa stratégie et de son plan d'action pour la biodiversité d'ici septembre 2024.

L'intervention a souligné la position unique de Rio de Janeiro en tant que bastion de la biodiversité, en particulier sa proportion importante de forêt atlantique préservée. Dans ce contexte, la région est activement impliquée dans le soutien à la mise à jour des plans municipaux de conservation et de récupération de la forêt tropicale atlantique, connus sous le nom de PMA ou Planos de Mata Atlantica. Ce soutien s'appuie sur une feuille de route méthodologique adaptée, garantissant que le processus aboutisse à l'élaboration de stratégies et de plans d'action locaux en matière de biodiversité, en collaboration avec les municipalités. D'ici 2026, Rio de Janeiro vise à ce que toutes les municipalités de l'État aient mis en place leur plan de Mata Atlantica.

En outre, Rio de Janeiro a mis en avant des initiatives réussies telles que le programme ProUC, qui soutient les unités municipales de conservation, et l'ICMS Ecológico, qui fournit des incitations financières pour les efforts de conservation de l'environnement.

Parmi les réalisations notables, citons la réalisation de l'objectif 30x30 pour les zones protégées et une réduction significative de la déforestation depuis 2010. Ces succès sont attribués en partie à des programmes innovants tels que [Green Eye](#), qui utilise l'imagerie satellite pour le suivi en temps réel et la détection de la déforestation, et qui comporte également une composante de partenariat à plusieurs niveaux.

L'intervention a mis l'accent sur le rôle crucial de la planification intégrée à plusieurs niveaux dans la protection de la biodiversité, la promotion du développement durable et l'engagement des communautés locales. L'avantage de ce processus coordonné entre l'État et le gouvernement local est l'approche régionalisée, qui permet la connectivité entre les unités de conservation locales, étatiques et fédérales. Rio de Janeiro a également mis en évidence des défis majeurs tels que la nécessité d'un leadership politique de haut niveau, le renforcement des capacités, la cohérence des politiques et la mobilisation des ressources.



RIO COP15



PMMA



Gauteng | Expérience de Gauteng en matière de gouvernance à plusieurs niveaux et de mise en œuvre des PAN et des CDN

La gouvernance à plusieurs niveaux est un aspect crucial de l'approche de Gauteng en matière de lutte contre le changement climatique. Avec environ 50 millions d'habitants concentrés dans les villes de Johannesburg, Tshwane et Ekurhuleni, la province la plus peuplée d'Afrique du Sud est confrontée à des risques climatiques importants tels que les vagues de chaleur, les précipitations intenses et la sécheresse, exacerbés par les industries à forte intensité de carbone.

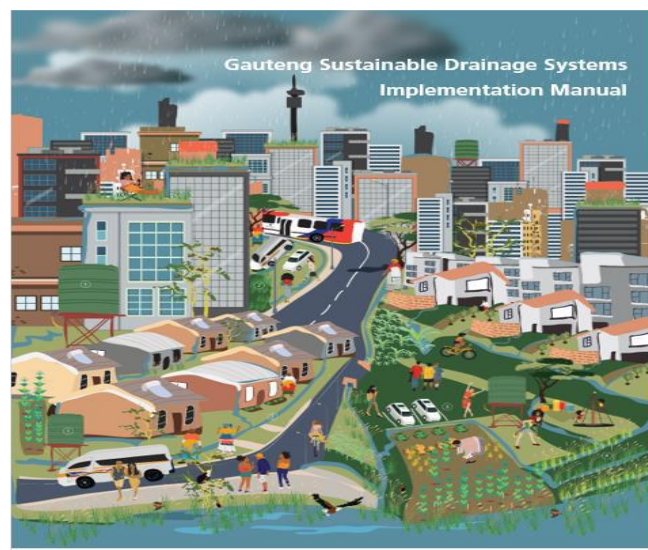
Pour relever ces défis, Gauteng a approuvé en 2020 sa [stratégie de réponse au changement climatique et son plan d'action](#), alignés sur le projet de loi national sur le changement climatique du pays et les engagements à respecter les accords de Paris par le biais de ses objectifs NDC, et basés sur l'évaluation des vulnérabilités climatiques et socio-économiques. Cette stratégie donne la priorité à 11 programmes clés pour accélérer l'action climatique.

L'un des aspects essentiels du cadre d'action climatique de Gauteng est l'accent mis sur la collaboration et le partenariat. Le forum trimestriel sur le changement climatique et le sommet annuel Climate Change Indaba rassemblent les fonctionnaires pour partager les connaissances, suivre les progrès et impliquer le secteur privé, garantissant ainsi un engagement plus large et une approche coordonnée.

Le plan de gestion du bassin versant de Kaalspruit, issu d'un programme national sur le changement climatique auquel participent six gouvernements sous-régionaux, est un excellent exemple de projet régional portant sur les risques climatiques liés à l'eau. Son succès a été reconnu au niveau international, avec le soutien d'organisations telles que la Banque mondiale et le Trésor national.

Parmi les autres programmes d'adaptation notables, citons le programme de sensibilisation au changement climatique à l'école, axé sur la connaissance du climat dans les écoles défavorisées, les initiatives de reverdissement pour les communautés marginalisées et l'élaboration de manuels de mise en œuvre des systèmes de drainage urbain durable (SUD) pour lutter systématiquement contre les inondations aux niveaux provincial et municipal.

Au niveau national, l'approche de l'Afrique du Sud en matière de gouvernance climatique implique des plateformes de collaboration telles que le Groupe de travail 9 et le groupe de travail technique sur l'adaptation au changement climatique, qui facilitent le dialogue et la coordination entre les autorités nationales, infranationales et locales, ainsi qu'avec les institutions de recherche et le secteur privé. Cette approche collaborative se reflète dans l'élaboration de la stratégie nationale d'adaptation, qui intègre les contributions des plans d'adaptation provinciaux et locaux, garantissant ainsi une réponse nationale cohérente et inclusive au changement climatique. En outre, lors de l'élaboration de la Contributions Déterminée au niveau National (CDN) pour le Climat et du projet de loi sur le changement climatique, des processus consultatifs étendus au niveau infranational ont impliqué les parties prenantes à différents niveaux afin d'intégrer leurs contributions.



Pays Basque | 7ème Rapport Volontaire : Interactions entre le Green Deal Basque, Agenda 2030 du Pays Basque et Programme Cadre Environnemental

Les examens locaux volontaires n'ont pas de reconnaissance officielle de la part de l'ONU, mais leur impact sur le renforcement du rôle des États, des régions et des villes dans la mise en œuvre des ODD est de plus en plus reconnu par la communauté internationale. Le Pays basque présente son examen volontaire pour la septième année consécutive, démontrant ainsi qu'un gouvernement régional peut mener des actions efficaces en faveur d'une gouvernance intégrée et multiniveaux, et les valoriser grâce à des efforts réguliers en matière de rapports.

Le rapport basque reflète les efforts déployés pour coordonner une complexité de mesures qui s'étendent à toutes les compétences gouvernementales. Ces efforts posent les bases de l'intégration des agendas sur le Climat - récemment abordé par la nouvelle loi sur la transition énergétique et le changement climatique - ainsi que sur la biodiversité - avec la stratégie Biodiversité 2030 - et tous les autres sujets liés aux ODD. Les outils primordiaux de mise en œuvre des ODD comprennent le Green Deal basque (2021), qui décrit une feuille de route de transition pour cinq domaines clés, et le Programme-cadre environnemental (2023), avec ses six défis et ses huit projets transformateurs soutenant la cohésion, la circularité, la finance durable et la transition des PME, entre autres.

Quatre axes guident la mise en œuvre des ODD : la sensibilisation, la coordination, la définition des priorités et l'évaluation. Les campagnes de sensibilisation et d'implication des citoyens sont donc combinées à des activités d'engagement des parties prenantes, au cœur desquelles se trouve le Forum de l'Agenda 2030. Cette plateforme multipartite permet la participation de la société civile, ainsi que la coordination entre les différents niveaux de gouvernement, les conseils provinciaux et les conseils des trois capitales basques étant directement impliqués. Outre l'échange d'informations et de pratiques, les parties prenantes ont participé à la définition de sept engagements clés et de sept projets phares, dans des domaines aussi variés que l'égalité, le climat et la paix, dans le cadre des efforts de priorisation déployés par gouvernement basque. Le rapport d'examen volontaire contribue à l'axe d'évaluation.

L'accent est mis sur le Plan basque de localisation des ODD. Quatre catalyseurs seront activés : un organe exécutif pour la coordination autour des ODD, visant à superviser l'alignement des objectifs de toutes les organisations impliquées ; des documents de planification stratégique complets fournissant des objectifs concrets, des plans d'action, des calendriers et des critères d'évaluation, ainsi que des postes budgétaires associés ; des outils d'évaluation adaptés à la réalité régionale, y compris des rapports annuels pour montrer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs ; et des modèles de gouvernance promouvant la collaboration interinstitutionnelle et sociale pour combler le fossé existant en matière de coordination avec les institutions sociales.

Pour rendre compte de tout cela, le rapport basque est structuré en deux parties : une vue panoramique de l'évolution du cadre basque en 2023, et une seconde partie axée sur les actions concrètes délivrées pour chaque ODD. Deux annexes présentent l'alignement du budget 2024 du gouvernement sur les ODD et les données des indicateurs de suivi régionaux. Pour la première fois, les conseils provinciaux et les conseils de la capitale ont été directement impliqués. Grâce à l'examen volontaire, le Pays basque contribue une fois de plus à mettre en avant l'énorme potentiel des gouvernements infranationaux pour guider la mise en œuvre des ODD, mobiliser les acteurs locaux, intégrer la gouvernance multiniveau et rendre compte des progrès accomplis.



Discussions informelles avec les membres

MAGEPAN

Le Manuel de gestion stratégique du patrimoine naturel (MAGEPAN) est né de la nécessité de former les gouvernements provinciaux et locaux de l'Équateur au lien entre les défis climatiques, la perte de biodiversité et le développement durable. Dirigé par l'organisation CONGOPE, MAGEPAN est un guide et un outil technique qui permet aux utilisateurs d'identifier les opportunités et les solutions aux défis liés à la biodiversité, aux écosystèmes fragiles, à la restauration, à la conservation, à la faune et à la flore, à la gouvernance, entre autres. Son principal objectif est de servir de guide et de faciliter la reproduction des bonnes pratiques de gestion environnementale, permettant aux utilisateurs de promouvoir de meilleures actions de coordination aux niveaux local et provincial, en harmonie avec les objectifs nationaux.

Le manuel est un outil utile pour développer et renforcer les capacités techniques aux niveaux provincial et local et peut inspirer d'autres associations de gouvernements à élaborer de tels outils.

En savoir plus : Le Consortium des gouvernements provinciaux autonomes de l'Équateur (CONGOPE) est une institution spécialisée dans le renforcement des capacités de gestion publique des gouvernements intermédiaires provinciaux, la promotion de la décentralisation, l'autonomie, la réduction des écarts territoriaux et le développement durable.

Le MAGEPAN est disponible en espagnol ici : <http://www.congope.gob.ec/wp-content/uploads/2024/04/ambiente001.pdf>

LA REVUE LOCALE VOLONTAIRE D'ÅLAND

En 2024, le Réseau de durabilité des îles Åland a décidé de produire un examen local volontaire en plus du "rapport de situation" annuel. Alors que ce dernier est un document présenté par le secrétariat du réseau et adressé à tous les acteurs locaux, y compris le gouvernement provincial d'Åland, l'examen local volontaire a une dynamique et un objectif différents. Il sera officiellement présenté par le gouvernement lui-même et s'adressera, en premier lieu, à la communauté internationale. L'objectif est de présenter le travail accompli depuis 2015, créant ainsi des opportunités d'apprentissage par les pairs et de collaboration. L'engagement en faveur des ODD dans les îles Åland découle de la prise de conscience que les êtres humains ne peuvent exister qu'en équilibre avec le reste de la nature, et de l'adoption de la vision directrice intitulée "*Tout le monde peut s'épanouir sur les îles de la paix*".

Le modèle de gouvernance des îles Åland favorise une démocratie plus délibérative, mais aussi une plus grande indépendance des engagements en matière de développement durable par rapport aux dirigeants politiques, ce qui accroît la continuité des efforts. L'initiative "*Everyone can flourish*", inspirée de l'indice de prospérité de Harvard, a suscité l'intérêt en dehors des îles Åland et pourrait devenir un mouvement mondial en faveur de l'inclusion et de la paix. L'examen local volontaire de 2024 est un investissement destiné à lancer cette vision et à favoriser la diffusion et l'interaction entre les régions du monde.

Références et liens utiles

- L'enregistrement et le contenu partagé par les intervenants lors de notre webinaire sont accessibles [ici](#).
- Luna Rodríguez, M., Ledwell, C., & Bankole, O. (2023). Progress on vertical integration in national adaptation plan (NAP) processes: Analysis of strategic linkages between national and sub-national levels (NAP Global Network synthesis report). International Institute for Sustainable Development. www.napglobalnetwork.org
 - Partenariat pour l'accélération des stratégies nationales en faveur de la biodiversité, <https://nbsapaccelerator.org>
 - Le dernier outil de RegionsAdapt, partageant les progrès régionaux en matière de planification et d'actions d'adaptation : [RegionsAdapt Regional Adaptation Tracker - Regions4](#)
 - [PT] Rio de Janeiro, projet "Olho no verde", <https://www.inea.rj.gov.br/olho-no-verde/> Des données sur le projet sont disponibles sur le site de la Plataforma Ambiente+, <https://shorturl.at/cqGWY>
 - [Informations sur le "Green Deal" basque : <https://www.ihobe.eus/news/the-basque-green-deal-the-basque-model-for-just-and-sustainable-economic-development> et sur le programme-cadre environnemental basque : <https://www.ihobe.eus/2030-environmental-framework-programme-of-the-basque-country>
 - [ES] Informations générales sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Pays basque : <https://www.euskadi.eus/agenda-2030/web01-a2lehetr/es/>
 - [SPA] Le MAGEPAN est disponible ici : <http://www.congope.gob.ec/wp-content/uploads/2024/04/ambiente001.pdf>
 - [EN] L'Initiative "Everyone can Flourish" des Aland Islands : <https://www.barkraft.ax/english/everyone-can-flourish-new-vision-aland>

À PROPOS DE CE RESUME POUR ACTION

Cet résumé fait partie d'une série visant à informer les membres de Regions4 des principaux résultats et recommandations basés sur les recherches de Regions4 et les sessions de la Communauté de pratique.

- La **plateforme d'apprentissage sur la biodiversité de Regions4 (R4BLP)** favorise l'échange de connaissances pour une utilisation et une conservation durables de la biodiversité, en soutenant les efforts de plaidoyer au niveau mondial.
- **RegionsAdapt** est l'initiative climatique de Regions4 qui rassemble plus de 75 gouvernements régionaux. Elle mobilise l'ambition et l'action sur l'adaptation climatique en facilitant l'accès aux dernières innovations, aux outils et aux meilleures pratiques au niveau régional. La **communauté de pratique RegionsAdapt** offre un espace aux gouvernements régionaux pour présenter leur expertise et apprendre les uns des autres, discuter et s'engager dans une série de sessions d'apprentissage sur des sujets ciblés sur l'adaptation, afin de les aider à renforcer leurs capacités et à améliorer leurs propres politiques et activités sur l'adaptation.
- La **communauté de pratique Regions4SDGs** vise à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030, à renforcer les approches territoriales et à intégrer les processus régionaux pour atteindre les objectifs mondiaux. Cette plateforme offre une expérience collaborative, en catalysant les synergies entre les régions du monde entier, et en favorisant la coordination des politiques, la mise en œuvre collective, le contrôle et le suivi.

Pour plus d'informations sur l'initiative, veuillez consulter : <https://regions4.org/our-work/what-we-do/>

Auteurs : Renata Gómez, Eugenio Amato, Mélisa Cran et Gabriela Carrera

Date : Avril 2024

Les sessions et le matériel de la communauté de pratique RegionsAdapt sont soutenus par le gouvernement du Québec